

BRUXELLES

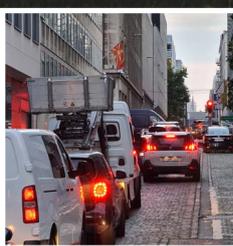
DEMAIN

LA TRAGÉDIE DE LA SOLITUDE À BRUXELLES



ACTUALITÉ
*Le budget bruxellois
explose*

Page 3



ACTUALITÉ
*Good Move: le
VB en action !*

Page 10

DEVENIR MEMBRE?

25,00 EUR:
adhésion **de soutien**

12,50 EUR:
adhésion **normale**

Montant à verser sur le compte du
Vlaams Belang **BE39 4352 0249
1119** en mentionnant votre nom
et prénom ainsi que votre adresse
complète.

Vous recevrez le Vlaams Belang
Magazine ainsi que les publications
de l'antenne bruxelloise.

NOUS CONTACTER?



**Madouplein 8/4
1210 BRUSSEL**

*Place Madou 8/4
1210 BRUXELLES*



02/219 34 67



brussel@vlaamsbelang.org



**vlaamsbelangbrussel.be
vlaamsbelangbruxelles.be**



@vlaamsbelangbrussel



EDITORIAL

2023, UNE ANNÉE TREMPLIN

Chères amies et chers amis,

Permettez-moi, au nom du Vlaams Belang et en particulier du Vlaams Belang bruxellois et de son équipe, de vous souhaiter d'excellentes fêtes de Noël et de Nouvel-an.

C'est une période de l'année où l'on retrouve la douceur des familles et où l'on prend le temps de s'occuper de nos proches. C'est dire si ce moment de l'année est précieux en ces temps incertains.

J'ai aussi une pensée toute particulière pour celles et ceux parmi nous qui sont seuls et qui en souffrent. Dans une ville comme Bruxelles, plus qu'en milieu rural ou semi-rural, la solitude est une véritable tragédie sociale et humaine. C'est l'un des sujets que nous abordons dans ce numéro.

En 2022, les partis politiques au pouvoir à Bruxelles nous ont offert deux «cadeaux» qui nous restent en travers de la gorge: le refus de voter l'interdiction de l'abattage sans étourdissement et la mauvaise plaisanterie «Good Move». Dans ces deux dossiers, comme dans tous les autres, le Vlaams Belang a fait son devoir en se faisant le porte-parole du bon sens. Ce combat nous l'avons mené au sein du Parlement bruxellois, mais aussi dans les boîtes aux lettres, sur les réseaux sociaux et dans la rue.

Les cœurs des Bruxellois saignent quand il voient que leur ville continue à être la capitale européenne de la barbarie en ce qui concerne l'abattage et la capitale mondiale de la folie verte avec «Good Move». Nous méritons mieux que cela!

C'est la raison pour laquelle 2023 sera une année tremplin à l'horizon des élections décisives de 2024.

C'est en 2023 que tout le dispositif organisationnel doit être mis en place pour que les élections de 2024 soient un succès. Dans ce dispositif, chaque élément est de la plus grande importance, chaque engagement militant pose les bases de l'édifice que nous devons construire ensemble.

Contactez-nous pour offrir un peu de votre temps pour défendre votre vision de Bruxelles, c'est-à-dire une ville où il fera à nouveau bon vivre. Je vous en remercie par avance.

Joyeux Noël... et en route pour un millésime politique
2023 exceptionnel!

Bob De Brabandere
Président du Vlaams Belang Bruxelles



LE BUDGET DE LA RÉGION BRUXELLOISE EXPLOSE EN VOL!

Le gouvernement bruxellois parvient à peine à cacher ses tensions internes et gagne du temps avec de l'argent qu'il n'a pas. Le ministre du Budget, Sven Gatz (Open Vld), tente de sauver les apparences mais il ne parvient pas à occulter le fait que la Région de Bruxelles-Capitale se dirige à vive allure vers un fiasco financier total. Il promet avec aplomb un budget en équilibre en 2024. Soit, mais la réalité est que de nombreux projets, comme la nouvelle ligne de métro, sont construits sur des sables mouvants financiers.

Le gouvernement bruxellois a présenté son accord budgétaire pour 2023. Une fois de plus c'est un budget qui est dans le rouge, même si Sven Gatz prétend que ce sera le dernier à l'être. La réponse que le gouvernement bruxellois veut donner à l'inflation qui déraile et à la facture énergétique qui explose est dérisoire. Un budget de seulement 200 millions d'euros est prévu à cet égard, dont 120 millions devraient servir de soutien direct aux entreprises et 26 millions aux asbl qui dépendent de la Région et ses diverses institutions. De plus, les CPAS et les autorités locales peuvent également compter sur de l'argent supplémentaire.

Le ministre Gatz avait l'intention de rassurer les établissements de crédit en annonçant une économie de 150 millions. Il semble y avoir réussi, mais il y a immédiatement une énorme dépense supplémentaire d'au moins 200 millions. En réalité, on dépense environ 25 % de plus qu'il n'y a de rentrées financières. Si un simple ménage bruxellois devait gérer son budget de cette façon, il ne tarderait pas à avoir la visite de quelques huissiers de justice.

LE PARASITISME FINANCIER RESTE INTOUCHABLE

Il y a clairement un système. Les autorités locales et les CPAS jouent à Saint-Nicolas, sans compter, en faveur de leur électorat et ensuite ils viennent mendier de l'argent auprès de la Région. Et puis il y a la liste interminable des subventions qui sont essaimées à Bruxelles et la non moins pléthorique liste des asbl généreusement arrosées avec l'argent public. Chaque crise sert d'excuse pour ne pas s'attaquer au parasitisme financier bruxellois. Le Titanic bruxellois se dirige vers le fatal iceberg. Les politiciens bruxellois comptent, une fois de plus, sur la Flandre pour se renflouer via l'argent du fédéral (lisez essentiellement de l'argent flamand) et le projet de péage routier à l'entrée de la Région.

Heureusement, il y a malgré tout une note positive. Le ministre de l'Emploi, Bernard Clerfayt (DéFI), a tapé dans le mille en déclarant que le taux d'activité déplorable de la population bruxelloise et le manque de compétences linguistiques des chômeurs bruxellois sont les défis majeurs de la Région. Cette prise de conscience est nouvelle. La question est de savoir si Bernard Clerfayt, dont le parti est souvent malmené au sein de ce gouvernement, dispose effectivement d'un espace suffisant pour s'attaquer efficacement à ce problème fondamental.



Dominiek Lootens-Stael
Député et Chef de Groupe au Parlement bruxellois

RETOUR SUR LA VISITE DE LA BASILIQUE DE KOEKELBERG

Le samedi 1er octobre était une belle journée, fraîche mais ensoleillée. Le Vlaams Belang bruxellois organisait ce jour-là une visite de la basilique du Sacré-Cœur de Koekelberg. L'affluence était telle que nous avons dû faire appel à trois guides afin de donner toutes les informations nécessaires à la septantaine de participants.

Cette basilique fait partie de notre patrimoine national, bien évidemment, mais elle est aussi dans le cœur et la mémoire de tous les Bruxellois. Elle rappelle la grandeur passée de l'époque de Léopold II qui eut l'idée de construire à cet endroit un panthéon des gloires nationales qui deviendra plus tard, en 1902, le projet de construction d'une basilique. Les promoteurs de ce gigantesque projet ont dès le début voulu s'inscrire dans l'esprit du temps, c'est ainsi que le style «Art Déco» s'est naturellement imposé. Cette option résolument moderne et peu conventionnelle de l'architecte gantois Albert Van Huffel devait attirer l'attention du monde de l'architecture. En réalité, la Commission des monuments était réticente, et même méfiante. Elle a multiplié les remarques et elle a exigé la production d'une maquette. La présentation de celle-ci à l'Exposition internationale des Arts décoratifs et industriels modernes qui s'était tenue à Paris en 1925 vaut un grand prix à l'architecte, ce qui a fait taire les critiques et a donné le feu vert aux commencements des travaux.

Après bien des péripéties, dont deux guerres mondiales, c'est finalement le 11 novembre 1970 que la basilique était inaugurée à l'occasion du vingt-cinquième anniversaire de l'épiscopat du cardinal Joseph Suenens.

Comme nous l'avons relaté dans nos éditions précédentes, ce fleuron de notre patrimoine culturel et spirituel a fait l'objet ces derniers mois d'une vague de vandalisme sans précédent avec des bris de vitres (42 fenêtres) qui ressemble plus à une volonté délibérée d'atteindre un symbole national et religieux qu'à quelques débordements de chenapans du quartier.

C'était donc une excellente occasion pour le Vlaams Belang de rendre hommage à ce bâtiment emblématique de notre ville et d'assurer aux gestionnaires du bâtiment et aux fidèles notre solidarité face à cette vague de vandalisme.

Ce fut une belle journée pour les participants comme pour les organisateurs, d'autant plus que la visite s'est ponctuée par un verre de l'amitié dans un établissement proche de l'édifice.



FACTURES IMPAYÉES DANS LES HÔPITAUX PUBLICS BRUXELLOIS

Nous le répétons sans cesse, la plupart des Bruxellois le savent, notre Région est extrêmement ma gérée. Nous sommes en droit, comme citoyens et comme contribuables, d'exiger que le bien public soit géré au minimum en bon père de famille. C'est-à-dire en pesant chaque euro dépensé et en étant le gardien inflexible du bien commun.

Force est de constater que les responsables Bruxellois s'en fichent complètement. On le voit dans la gestion des logements sociaux, où il n'est pas rare que des locataires puissent encore occuper un logement alors que cela fait des mois qu'ils ne payent plus leur loyer. Cela se voit dans la distribution inconsidérée de subsides à des asbl louches et cela quasi sans contrôle. Cela se voit évidemment aussi dans l'explosion des factures impayées dans les hôpitaux publics bruxellois.

Voilà bien un dossier où le discours politiquement correct s'en donne à cœur joie. L'explosion des factures impayées dans les hôpitaux publics bruxellois s'expliquerait par «**les caractéristiques socioculturelles des patients**». Les Bruxellois comprennent immédiatement de qui il s'agit.

Les hôpitaux publics du pays ont plus de 48 millions d'euros de factures impayées à récupérer pour l'année 2020, selon la réponse apportée par le ministre de la Santé à une question de la députée fédérale Dominiek Sneppe du Vlaams Belang. Il ressort que c'est à Bruxelles et en Wallonie que les factures impayées explosent littéralement.

Les ainsi nommées «créances douteuses» (lire: factures impayées) dans les hôpitaux publics en 2020 s'élevaient à **13.710.901 euros pour la Région de Bruxelles-Capitale**, à 14.348.605 euros pour

la Flandre et 19.99.081 euros pour la Wallonie. **Converti par lit d'hôpital**, cela signifie 4.576 euros en Flandre, 11.218 euros en Wallonie, et **pas moins de 22.341 euros à Bruxelles**. Ces chiffres parlent d'eux-mêmes.



CARACTÉRISTIQUES SOCIOCULTURELLES !

Par lit d'hôpital, le montant des factures impayées à Bruxelles est cinq fois plus élevé qu'en Flandre. Interrogé sur la raison qui explique cette gigantesque disparité, le ministre de la Santé Frank Vandenbroucke (Vooruit) a indiqué que les différences entre les régions s'expliquent par «**les caractéristiques socioculturelles des patients**».

Il serait donc dans la nature de certaines cultures de ne pas payer ses factures selon le ministre. Nous en prenons bonne note. Apparemment aucune initiative ne semble envisagée pour remédier à cette situation. Décidément les contribuables de ce pays ont bon dos, c'est le moins que l'on puisse dire.



LA TRAGÉDIE DE LA SOLITUDE

Le 15 février de cette année 2022, Statbel, l'institut national de statistique publiait une nouvelle enquête trimestrielle sur «la solitude, le sentiment de bonheur et la satisfaction des Belges». L'étude a interrogé 5.000 Belges âgés de 16 à 74 ans.

On ne sera évidemment pas étonné d'apprendre que «la solitude touche surtout les personnes habitant seules et les malades de longue durée» et que «le sentiment de bonheur est plus faible chez les chômeurs et les malades de longue durée». Ce que nous pouvions pressentir sans l'aide des statistiques.

Dans la même logique, nous apprenons également que «plus les revenus et le niveau d'instruction sont élevés, plus la satisfaction est grande». L'enquête indique que 7,1% des 25-49 ans se sentent toujours ou la plupart du temps seul. C'est également le cas pour 8,1% des 50-64 ans et 8,5% des 65-74 ans. Soulignons que les malades de longue durée partagent ce sentiment à raison de 27,3% et les personnes habitant seules à raison de 16,7%.

Rappelons ici que ces statistiques sur 5.000 personnes interrogées doivent être considérées avec prudence. Notre expérience nous montre que le drame de la solitude est bien plus étendu que ce que disent ces chiffres, d'abord parce que les personnes concernées ne sont peut-être pas toutes prêtes psychologiquement à reconnaître combien la solitude pèse sur leur vie sociale et affective.

«L'ENFER EST TOUT ENTIER DANS CE MOT: SOLITUDE»

«L'enfer est tout entier dans ce mot: solitude», disait Victor Hugo et c'est en effet le cas lorsque la solitude n'est pas voulue, qu'elle est la conséquence de la pauvreté, de problèmes sociaux, médicaux, psychologiques, familiaux ou d'une combinaison de ces différents facteurs.

Nous avons tous en mémoire ces personnes découvertes mortes chez elles des mois et parfois des années après leur décès. Les voisins ne s'étaient inquiétés de rien. Le loyer, le gaz et l'électricité étaient payés automatiquement. La pension était versée tout aussi automatiquement et c'est le hasard souvent qui fait découvrir le drame. Ces exemples tragiques auraient dû alerter depuis longtemps les autorités sur le problème de la solitude et de l'isolement social.

Les chiffres montrent clairement que ce sont les personnes les plus âgées qui souffrent le plus de la solitude, mais on constate que les classes d'âge plus jeunes progressent également. Il s'agit bien entendu d'une conséquence du chômage et de la précarité qu'il entraîne, de la fracture numérique qui ne touche pas que nos aînés et d'un changement de la configuration socio-ethnique des quartiers, comme c'est le cas à Bruxelles.

Il y a quelques dizaines d'années encore, les quartiers disposaient d'un boucher, d'un boulanger, d'un épicier, d'un libraire et d'une multitude de cafés populaires où les gens se

croisaient, se donnaient des nouvelles, se retrouvaient entre individus dotés de souvenirs communs, d'une culture commune, d'une façon de parler et de voir le monde commun. Aujourd'hui tout cela a disparu et dans de nombreux quartiers de Bruxelles les autochtones se retrouvent pratiquement en terre étrangère. Ils s'y sentent mal à l'aise et exclus, ils s'y sentent seuls et abandonnés dans leur propre ville, dans leur propre rue.

PHÉNOMÈNE URBAIN

En Belgique, il s'agit bien entendu d'un problème essentiellement urbain. Déjà au XVII^e siècle Jean Racine, le grand dramaturge, l'avait pressenti: *«C'est dans les villes les plus peuplées que l'on peut trouver la plus grande solitude»*, disait-il. Il est un fait que les personnes âgées subissent davantage les effets négatifs de la solitude dans les villes que dans les zones rurales.

Les villes offrent un accès facile aux vecteurs de sociabilité : commerces, services sociaux, salles de spectacle, activités diverses et variées, transports, etc., mais elles abritent pourtant de nombreuses personnes isolées, notamment par la pauvreté : femmes se retrouvant seule avec des enfants, chômeurs et allocataires sociaux, jeunes adultes à la recherche d'un emploi, personnes handicapées, personnes âgées confrontées au décès du conjoint.

Souvent, ces personnes n'ont pas les moyens d'inviter quelqu'un chez elles, les enfants ne peuvent pas inviter un petit camarade à dormir à la maison. Le regard des autres est de plus en plus difficile à supporter. Ces personnes se sentent dévalorisées aux yeux de leurs proches et vis-à-vis d'elles-mêmes. Il y a un sentiment de honte à faire appel à des aides sociales. Par ailleurs beaucoup de ces personnes ne connaissent pas leurs droits et ne savent pas comment et où elles doivent se renseigner et il y a des cas d'analphabétisme et d'arriération mentale qui constituent des freins terribles à la socialisation et à l'expression même d'un appel à l'aide. Voilà le cercle vicieux où certaines personnes se trouvent enfermées et qui les rendent encore plus vulnérables et donc encore plus isolées.

A cela se greffe la catastrophe de l'insécurité chronique dans une ville comme Bruxelles. Cette insécurité augmente encore la difficulté d'aller à la rencontre des autres et à se construire un environnement social. Cette insécurité est partout présente, sur la voie publique, mais aussi dans les transports en commun. Quelle personne malade, ou à mobilité réduite ou simplement psychologiquement fragilisée a envie de monter dans un tram ou dans un bus à Bruxelles sur certaines lignes, précisément les lignes qui desservent les quartiers difficiles où les personnes à revenus très réduits sont obligées d'habiter. Voilà le cercle vicieux dans lequel beaucoup de nos compatriotes se retrouvent sans espoir d'amélioration, ce qui rajoute à leur désespoir et donc à leur solitude.

INVISIBILITÉ SOCIALE

Un sentiment d'invisibilité sociale découle de ce repli sur soi chez les groupes de populations mal couverts par les statistiques et les médias, peu visibles pour les pouvoirs publics et peu ou mal appréhendés par les politiques sociales. C'est un phénomène qui tend, avec la crise, à s'accroître et à s'étendre.

« Le fléau de la solitude ne cesse de croître à mesure qu'augmente la précarité et que se développe la crise sociale. »

Cette situation aggrave les comportements de rejet, de repli, voire de violence. Si les plus âgés de nos concitoyens sont les plus exposés à la solitude, il ne faut pas oublier les familles monoparentales, dont la majorité est à la charge de femmes, les chômeurs de longue durée, les étudiants pauvres que leurs faibles ressources éloignent des lieux de convivialité (cafés, restaurants) fréquentés par leurs camarades.

LA SOLITUDE PÈSE SUR LA SÉCURITÉ SOCIALE

De nombreuses études montrent que l'isolement social est associé à des risques accrus de problèmes

de santé physique et mentale (dépression, suicide) et corrélé à une mortalité et un risque de maladies de longue durée accru.

La solitude est source de mépris de soi, de doutes sur ses capacités, de sentiment de faute et de honte. Il arrive de plus en plus souvent que s'amorcent des processus dépressifs et que ces personnes deviennent plus vulnérables à la maladie. Le premier effet de la solitude est que l'on bouge moins, parfois au point de perdre en motricité comme c'est souvent le cas chez les personnes un peu plus âgées. On n'ignore pas combien l'activité physique influe sur la qualité du sommeil, la glycémie, le stress. Souvent on s'alimente aussi moins bien, ce qui cause des déséquilibres divers.

Les gens en couple vont plus souvent chez le médecin, car chacun veille sur la santé de l'autre. Les accidents domestiques ont des conséquences plus graves quand on est seul. Pouvoir s'exprimer, échanger, est un bienfait de la vie sociale. En règle générale, la solitude est liée à l'insertion sociale de l'individu plus qu'à ses traits psychologiques.



COMMENT LUTTER CONTRE LA SOLITUDE À BRUXELLES ...

... et comment vivre et vieillir dans un monde qu'on ne comprend plus et qui fait peur.

Le Vlaams Belang constate que les CPAS ne remplissent plus leurs missions envers la population autochtone isolée, fragilisée socialement, psychologiquement ou médicalement et souvent les trois simultanément. Les assistants sociaux

sont cloués sur leur siège derrière leurs bureaux en raison de l'afflux quotidien de centaines de demandeurs d'aide étrangers.

De cette façon, il leur est impossible de se déplacer et d'aller à la rencontre de nos compatriotes dans le besoin qui sont isolés, perdus dans un monde digitalisé qu'ils ne comprennent pas. Ils ne connaissent pas leurs droits, ils ne savent pas à qui ils doivent s'adresser, ils crèvent de solitude et de tristesse dans l'indifférence générale.

« C'est le rôle des CPAS et de son personnel social d'aller systématiquement à la rencontre de ces personnes au moins deux fois par an, de les aider à percevoir les aides auxquelles elles ont droit, à les guider, à les rassurer et à les soutenir avec humanité et chaleur. »

Il faut effectivement aider les asbl sérieuses dont la raison sociale est de lutter contre l'isolement des personnes. Ces asbl doivent être apolitiques et leur comptabilité doit être sérieusement contrôlée. Il y a beaucoup trop d'asbl bidon hypersubsidiées pour du travail qu'elles ne font pas.

Nous pensons également que chacun d'entre nous doit faire un petit effort pour recréer de la solidarité avec ces personnes qui souffrent tant de la solitude et qui sont parfois nos voisins. Un sourire, quelques mots échangés, un petit plaisir en passant, c'est tellement peu de chose et c'est si important pour eux. Chacun doit s'interroger et agir selon ses moyens et disponibilités. Il y a tant d'initiatives pour aider les causes les plus lointaines et si peu de choses qui se font en faveur de nos compatriotes les plus fragiles. C'est aussi à nous de donner un peu de nous-mêmes.



Patrick Sessler
Ancien député bruxellois

UNE AVALANCHE DE DEMANDEURS D'ASILE DÉFERLE

Comme l'annonce régulièrement le Vlaams Belang, le nombre des demandes d'asile explose en Belgique. Le mois dernier, ce chiffre a même dépassé le seuil des 4.000 candidatures, déclare le député Dries Van Langenhove du Vlaams Belang. Cela porte le nombre total des demandeurs d'asile pour les neuf premiers mois de 2022 à 26.636 individus et l'année n'est pas terminée.

Si le rythme de ces derniers mois se maintient, le chiffre total de cette année atteindra plus de 35.500 demandes d'asile. Cela signifiera que le chiffre de l'année de crise 2019 sera largement dépassé en Belgique et que ce sera le plus grand afflux depuis la rupture de la digue en 2015. Par souci d'exhaustivité, il convient d'ajouter que les plus de 58.000 réfugiés ukrainiens ne sont pas inclus dans ce chiffre car ils ne bénéficient pas du statut de demandeurs d'asile.

SEUL LE VLAAMS BELANG EN PARLE!

A la lumière de la hausse constante de ces chiffres et du fait que la Secrétaire d'Etat à l'Asile et à la Migration Nicole De Moor (CD&V) a elle-même reconnu que la crise est complète, il est tout simplement incompréhensible qu'à peine trois phrases ont été consacrées au thème de l'asile et de la migration dans la dernière déclaration gouvernementale. Lors de la discussion dans l'hémicycle du Parlement, le thème n'a été évoqué que par le Vlaams Belang.

Les derniers chiffres des demandes d'asile en Belgique sont hallucinants, mais pas surprenants. Ce pays, par le discours accueillant de ses responsables politiques vis-à-vis des réfugiés, continue d'être un pôle d'attraction migratoire. Le manque de fermeté et la générosité absurde de notre sécurité sociale attirent naturellement de nouveaux flux avec un effet boule de neige qui s'amplifie et se décuple. Comme le montrent les chiffres, la boule de neige prend de plus en plus la forme d'une avalanche.

LAXISME, ATTENTISME ET FAIBLESSE

Le laxisme, l'attentisme et la faiblesse du monde politique à l'égard de ce problème majeur sont incompréhensibles et irresponsables. Malgré le fait que la situation devient de plus en plus grave, une rupture de tendance ne semble pas en vue pour le moment. Cela s'est confirmé dans la dernière déclaration gouvernementale: les trois phrases consacrées à la crise de l'immigration sont, comme d'habitude, de plates généralités et un flou de moins en moins artistique. Les conséquences d'une telle politique se lisent à chaque publication de nouvelles statistiques sur l'asile et son prix est payé par ceux qui travaillent et qui ont chaque mois de plus en plus de mal à joindre les deux bouts. Voilà une vérité première que ce gouvernement refuse de voir, comme tant d'autres injustices qui caractérisent ce gouvernement qui est sans doute le plus lamentable du siècle.





good
move
be .bru

LE VLAAMS BELANG EN ACTI

Le jeudi 20 octobre, la section régionale bruxelloise du Vlaams Belang a distribué des balles antistress aux automobilistes coincés dans les embouteillages à l'intersection entre la rue de la Loi et le boulevard du Régent. Les balles étaient estampillées «Good Move = No Move».

Inutile de dire que l'accueil fut à la hauteur de la frustration des automobilistes à Bruxelles suite à la mise en œuvre de ce plan incroyablement mal conçu.

«Depuis la mise en place du plan régional de circulation bruxellois «Good Move», il n'y a jamais eu autant d'embouteillages. C'est chaque jour le chaos organisé pour ceux qui veulent se déplacer dans la capitale» déclare Dominiek Lootens-Stael, le Chef de Groupe du Vlaams Belang au Parlement Bruxellois. «Des rues autrefois calmes sont soudainement devenues des artères bouchées. Là où il était autrefois possible

de joindre rapidement un point A à un point B, les gens sont désormais obligés de faire des détours importants, ce qui signifie que leur véhicule est dans la circulation plus longtemps que nécessaire. Nos commerçants, qui comptent sur une clientèle qui vient en voiture, ne sont tout simplement plus joignables. La zone 30 a été introduite dans toute la région, même dans les endroits où cela ne sert à rien. Même les ambulances et les camions de pompiers ne peuvent plus atteindre leur destination de manière normale», souligne également le président du Vlaams Belang bruxellois et sénateur Bob De Brabandere.

DÉLIRES IDÉOLOGIQUES

Aveuglé par les délires idéologiques des écologistes politiques, le gouvernement bruxellois joue littéralement avec nos vies. Les problèmes de qualité de vie, comme la mobilité, ne sont pas des





ON CONTRE "GOOD MOVE"

priorités pour les partis au pouvoir. Se déplacer à Bruxelles n'a jamais été aussi difficile, à quoi il faut ajouter la criminalité, la saleté et le délabrement généralisé. La seule chose qu'ils ont réussi à faire, c'est aggraver une situation de la circulation dans notre ville qui était déjà désastreuse. **Le soi-disant plan Good Move débouche sur un véritable No Move.** Bruxelles est paralysée encore plus qu'elle ne l'était auparavant et en plus d'endroits.

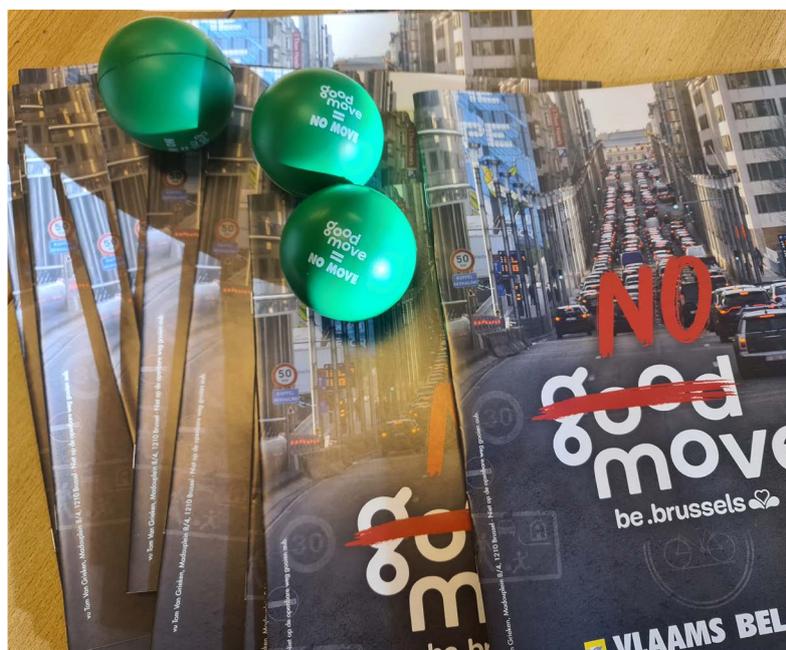
«Pour le Vlaams Belang, il faut développer une politique de mobilité pour tous les Bruxellois, qu'ils se déplacent en voiture, en transports en commun, à vélo ou à pied. Nous avons résumé nos propositions dans une brochure qui a été distribuée dans toutes les boîtes aux lettres bruxelloises. La mobilité est une question bien trop sérieuse pour être laissée à des écolos idéologues déphasés de la réalité et qui vivent sur une autre planète», conclut Dominiek Lootens-Stael.

Inutile de dire que la presse francophone n'a pas relaté cette action du Vlaams Belang contre l'absurdité du plan dit «Good Move». Heureusement la presse néerlandophone l'a répercutée, notamment à la VRT.

DANS TOUTES LES BOÎTES AUX LETTRES

Pour concrétiser son opposition au plan « Good Move », tel qu'il est mis en œuvre aujourd'hui, le Vlaams Belang bruxellois a fait distribuer un folder dans TOUTES les boîtes aux lettres bruxelloises. Celui-ci dresse le constat de la situation et avance 10 propositions concrètes pour sortir du chaos.

DEMANDEZ VOTRE EXEMPLAIRE SI VOUS NE L'AVEZ PAS REÇU DANS VOTRE BOÎTE AUX LETTRES AU 02/219 34 67 OU PAR MAIL À BRUXELLES@VLAAMSBELANG.ORG





PROPRETÉ PUBLIQUE: UN REPORTAGE DE LA VRT CONFIRME L'ANALYSE DU VB

La politique de propreté publique est défaillante à Bruxelles et c'est enfoncer une porte ouverte que de dire que c'est largement lié au caractère très multiculturel de certains quartiers de la capitale. Pour le personnel communal ou de Bruxelles Propreté, c'est comme passer la serpillière avec le robinet d'eau ouvert.

L'Agence Régionale Bruxelles Propreté a récemment reçu un mauvais rapport d'audit. La lutte de pouvoir entre les socialistes et les écologistes empêche une restructuration majeure du système. Mais surtout, il faut bien constater que ces partis de la coalition, tous de gauche, refusent une approche coercitive de la malpropreté sur la voie publique et ce pour ne pas heurter leur électorat allochtone. Le Vlaams Belang pointe dans ce contexte les caractéristiques socioculturelles, multiculturelles, de ceux qui ne respectent pas les règles qui régissent la propreté publique à Bruxelles. Le Vlaams Belang plaide donc pour des amendes plus élevées et une augmentation des possibilités de se faire prendre grâce à des caméras de surveillance.

DES TONNES DE DÉCHETS SUR LA VOIE PUBLIQUE

Les chiffres présentés dans l'émission sont hallucinants. **Dans la commune de Schaerbeek, 19 tonnes de déchets illégaux sont collectées chaque jour.** CHAQUE JOUR! A Anderlecht c'est 18 tonnes par jour, et cela pour des communes d'environ 125.000 habitants. A Bruxelles-Ville, 2.500 tonnes de déchets illégaux sont collectées chaque année. Dans des communes plus riches

comme Uccle avec 85.000 habitants, c'est à peine deux tonnes par jour.

« Le Vlaams Belang prône une approche impitoyable des pollueurs et une réforme de l'organisation et de la gestion des déchets. »

La grande différence entre les communes est particulièrement remarquable. Il apparaît très clairement que les plus grandes nuisances se concentrent dans les quartiers les plus multiculturels où il y a un manque de cohésion sociale et de contrôle de la part de l'autorité.

Comment la Ville de Bruxelles et la Région répondent-elles à ce fléau endémique? Certainement pas en gérant mieux les services compétents et encore moins en s'attaquant résolument aux auteurs de ces incivilités. En faisant enlever par les services de collecte supplémentaires tous les déversements illégaux on donne l'impression que ces déversements sont entrés dans les mœurs et qu'il ne convient donc pas de changer de comportement. C'est la politique de l'acceptation du fait accompli, ce qui est inadmissible parce que cela ne fait qu'encourager ces comportements au lieu de les décourager. En synthèse, quiconque jette un sac de poubelle de façon illicite dans une commune flamande sera passible d'une amende alors que quiconque le fait à Anderlecht bénéficiera gratuitement d'un service de ramassage supplémentaire. Cela dépasse l'entendement.

PUNIR SÉVÈREMENT LES CONTREVENANTS

Pour le Vlaams Belang il faut changer le fusil d'épaule. Les moyens et le personnel disponibles doivent être mieux organisés, entre autres en suivant les recommandations du rapport d'audit. La clé essentielle de la résolution de ce problème qui gangrène la Région bruxelloise consiste à repérer, identifier et punir sévèrement les auteurs de ces incivilités.

Les amendes actuelles devraient être triplées et les possibilités d'être identifié devraient être augmentées par la présence de caméras et par des patrouilles à proximité des zones potentielles de déversage. Par ailleurs, il faut cesser de se voiler la face sur le contexte à la fois socioculturel et multiculturel de cette nuisance. Celle-ci doit évidemment être prise en compte. Nos réglementations en matière de propreté publique ne sont pas respectées au sein de nombreux groupes de populations et leur attitude est trop souvent asociale. Cette rupture avec le reste de la société devient insupportable à la fois pour les autochtones qui en paient les conséquences, mais aussi pour les riverains allochtones qui respectent les règles et qui souhaitent vivre dans un environnement assaini.

LE MINISTRE MARON (ECOLO) N'EST PAS À LA HAUTEUR

Le ministre de l'Environnement Alain Maron (Ecolo) évoque dans l'émission les investissements prévus et défend son plan, mais ne nous faisons pas trop d'illusions. Ce qu'il faut, c'est en effet un nettoyage mieux organisé et plus rapide des points noirs et plus de poubelles et plus de parcs de recyclage, cela nous le disons depuis des décennies. Mais l'essentiel est que la population à l'origine de ces nuisances finisse, enfin, par respecter les réglementations et les lois du pays qui les accueillent et de la Région où ils vivent. Comme l'indiquent les riverains interrogés dans l'émission, le manque de sens civique et une forte dose d'égoïsme sont le problème majeur dans de nombreux cas et le drame c'est que le Ministre Maron n'ose pas identifier clairement la nature du problème pour des raisons idéologiques et électoralistes.

L'heure est à une approche locale, quartier par quartier, en tenant compte du contexte socioculturel, où les habitants doivent être sensibilisés à leurs devoirs. Il faut une politique de propreté réactive, préventive, mais certainement aussi répressive quand c'est nécessaire!

CONCRETEMENT, QUE PROPOSE LE VLAAMS BELANG ?

Pour une ville qui se présente comme une capitale européenne, Bruxelles offre souvent un aspect sale. Le Vlaams Belang veut faire de Bruxelles une ville exemplaire en matière de propreté

1. La mise en place de parcs à conteneurs plus nombreux et de meilleure qualité dont les horaires d'ouverture sont adaptés au travailleur bruxellois. Plus de parcs à conteneurs qui acceptent plus de types de déchets et qui sont ouverts 6 jours sur 7.
2. Détecter activement et sanctionner les décharges illégales, si nécessaire avec une surveillance caméra.
3. Rendre les parcs à conteneurs gratuits pour les Bruxellois. Tout le monde devrait pouvoir trier et recycler, y compris les moins fortunés.
4. Organiser la collecte des ordures le soir, en dehors des heures de pointe, afin que les sacs à ordures ne soient pas déchirés pendant la nuit. De plus cela désencombrera le trafic automobile.
5. Construction de conteneurs à déchets souterrains dans les quartiers densément peuplés afin que les rues ne deviennent pas des décharges.
6. Rendre le réseau régional bruxellois exclusivement compétent pour la politique des déchets de la capitale. À l'heure actuelle, les 19 communes et la région sont responsables de la politique des déchets, ce qui conduit à l'inefficacité.
7. Encourager l'utilisation des consignes pour favoriser le recyclage et réduire les déchets.

LE CAUCHEMAR DE PAUL MAGNETTE

Le cauchemar de Paul Magnette, c'est la liberté d'expression, le véritable pluralisme politique et, en un mot, la liberté.

Le Parti socialiste a dominé quasi sans partage la partie francophone du pays depuis des décennies. Il a fait main basse sur l'appareil public et en particulier la télévision et la radio de service public, c'est le PS et les partis politiques qui acceptent d'entrer des coalitions avec lui qui décident des subsides octroyés à la presse. Subsides sans lesquels ils ne survivraient pas.

Le Vlaams Belang n'est donc pas du tout surpris par l'appel du président du PS Paul Magnette à réaffirmer «**l'absolue nécessité d'un cordon sanitaire contre l'extrême droite**» après les élections italiennes qui ont vu une victoire éclatante des partis nationaux.

Pour le Vlaams Belang, le principe du cordon sanitaire en politique est la négation de la volonté de l'électeur. C'est ce qui caractérise l'attitude de personnalités comme Paul Magnette et d'autres. Mais le mouvement de résurrection des peuples d'Europe qui a commencé en Suède et en Italie ne peut plus être arrêté, pas même avec des moyens antidémocratiques comme un cordon sanitaire.

FONDAMENTALEMENT ANTIDÉMOCRATIQUE

Il va sans dire qu'un tel cordon est fondamentalement antidémocratique. Nous ne connaissons pas un seul citoyen belge qui n'ait jamais été interrogé sur la nécessité d'un cordon sanitaire contre le Vlaams Belang. Dans une démocratie digne de ce nom, et nous ne parlons certainement pas de la Belgique, les idées d'un parti qui remporte un nombre croissant d'électeurs doivent se refléter

dans les politiques menées. Force est de constater que les partis autoproclamés démocratiques ne veulent pas tenir compte de la volonté des électeurs.

La prise en compte de la volonté de l'électeur est le cauchemar des politiciens de gauche.

Ceux-ci veulent à tout prix conserver le pouvoir et ils utilisent pour ce faire cet outil scandaleux qu'est le cordon sanitaire à l'égard des partis politiques divergents (notamment en ce qui concerne l'immigration). Les socialistes italiens ont franchement reconnu leur défaite, qui est évidente, et c'est très logiquement que Giorgia Meloni peut devenir Premier ministre. Quoi de plus normal? les socialistes belges quant à eux continuent à ignorer et à mépriser les électeurs en refusant la pluralité des opinions politiques.

PAUL MAGNETTE EST UN FASCISTE QUI S'IGNORE

Paul Magnette a mis en garde sur Twitter contre «la bête immonde» qui peut toujours resurgir de nulle part et il considère qu'il appartient aux socialistes de reprendre la lutte contre le «fascisme» et réaffirmer le cordon sanitaire contre «l'extrême droite». C'est en effet dans les dictatures fascistes qu'il n'y a pas de place pour la liberté d'expression et que la censure des médias prévaut et que le peuple doit écouter sans critiquer ce que dit le pouvoir. Dans un tel système, montrer un comportement de vote déviant n'est pas accepté. Les choses apparaissent alors très clairement: ce n'est pas Giorgia Meloni qui montre ici une inclination vers un tel régime, mais Paul Magnette lui-même.

RENDRE BRUXELLES PLUS SÛRE POUR LES FEMMES AU LIEU DU DÉLIRE WOKE

Le conseil communal de la ville de Bruxelles, coraqué par le bourgmestre Philippe Close (PS) va «rendre l'espace public de la capitale moins masculin».

Une fantaisie parfaitement inutile que personne ne demande, affirme le Vlaams Belang. Pour le Président du Vlaams Belang bruxellois, Bob De Brabandere, les choses sont très claires: *«Je préfère rendre notre capitale plus sûre pour les femmes plutôt que de livrer Bruxelles à un délire woke sur des questions tellement anecdotiques qu'elles ne suscitent l'intérêt de personne».* Il ajoute: *«Les actes de violences sexuelles deviennent incontrôlables à Bruxelles, mais le bourgmestre Close et ses amis préfèrent ignorer l'essentiel au profit des marottes du temps. De plus en plus de Bruxellois se demandent si tout cela ne relève pas de la psychiatrie».*

TROP MASCULINE, BRUXELLES-VILLE ?

Selon le conseil communal de Bruxelles, la ville est «trop masculine», relaie De Standaard. C'est pourquoi on «expérimentera des développements urbains sensibles au genre». Le skate parc de la rue des Ursulines sera abordé en premier. Désormais les peintures murales devront être différentes parce qu'elles sont trop masculines actuellement. Bref, pour ces agités du bocal la ville et ses espaces publics sont conçus par des architectes et des urbanistes masculins qui s'adressent essentiellement aux hommes et il faut que cela change.

«Si les femmes se sentent mal à l'aise, ou pire: en danger, ce n'est pas à cause du manque d'arc-en-ciels sur le béton», martèle Bob De

Brabandere, «C'est à cause de crimes tels que les violences sexuelles et de l'incapacité de l'autorité communale à agir pour juguler cette insécurité chronique qui est la cause du malaise des femmes dans la ville».

HARCELÉES, INTIMIDÉES ET/OU AGRESSÉES

Trop de femmes sont harcelées, intimidées ou agressées dans les rues de la capitale. Si nous voulons refaire de Bruxelles une ville accueillante pour les femmes et pour tous nos concitoyens, nous devons nous y atteler maintenant, sans perdre de temps et d'argent avec des cornichonneries woke. Il doit être à nouveau possible de se promener en toute sécurité à Bruxelles, pour les femmes bien sûr, mais aussi pour nos enfants et nos aînés, qui sont également la cible de criminels sans scrupules qui n'hésitent pas à les frapper sauvagement pour leur dérober quelques bijoux ou les quelques euros contenus dans leur porte-monnaie. Les auteurs de violences sexuelles doivent être arrêtés rapidement et sévèrement condamnés.

Par ailleurs, il faut que les peines prononcées soient effectivement purgées. Il doit également y avoir suffisamment de patrouilles de police dans les zones à risques qui sont bien connues. Enfin, il ne faut pas ignorer la grande composante culturelle de ce dossier: au sein de nombre de communautés immigrées, le respect de la femme est quasi inexistant, notamment celles d'origine islamique. Les femmes sans foulard par exemple sont ostracisées et maltraitées. Le Vlaams Belang n'acceptera jamais que ces mœurs rétrogrades et archaïques prédominent dans des pans entiers de notre Région. Tout véritable démocrate se doit de se dresser contre ces pratiques.



RÉCEPTION *de Nouvel An*

29/01/2023

À partir de 11h

Raad Vlaamse Gemeenschapscommissie
Rue du Lombard 61, 1000 BRUXELLES



Avec Filip De Man,
Député européen